

REST AVAILABLE COPY

Names _____
Names _____
Names _____

Prise de la No.
No. de l'inscript.

Carte postale, au verso étiquette pour l'expédition.

on 1 July, 1945, at 12:00 noon.

problems in the concentration and

3. References of documents: Wetterkarte, Frankenstein, a. Westlich, 1:100,000
Wetterkarte des deutschen Reichs, 1:1,000,000 Concentration camp - "Wachau 14",
personalakte, Haftlinn, self, Leiter, Hauptlinien, 1:100,000, Wetterkarte, Frankenstein, a. Westlich, 1:100,000,
Wetterkarte, Wachau 14, Concentration camp, Wachau 14, Concentration camp.

Arden, 7th November 1950

DECLASSIFIED AND RELEASED BY
CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY
SOURCES METHODS EXEMPTIONS
NAZI WAR CRIMES DISCLOSURE ACT
DATE 12/01/2006



Director of the International
Tracing Service
Directeur du Service International

1. Added by the I.T.S. as unphonetic, does not appear on the original document.
2. Transitions found in the S.L.R. must be ignored for our h dictated original.

BEST AVAILABLE COPY

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE LA DEFENSE
PARIS
1, rue de Senilly
PARIS XIII^e.

ORDONNANCE de NON-LIEU

Nous, Capitaine GARAT,
Juge d'Instruction militaire près le Tribunal Militaire Permanent
de Paris;

Vu la procédure instruite contre la nommée SZUBO née SZUMANSKA
Janina, née le 21 Avril 1914 à Lomaneva (Pologne) de nationalité polonaise, demeurant 19, rue Thibaudet à Paris (15^e), en liberté provisoire
inculpée d'INTELLIGENCE AVEC L'ENEMY,
art.75 et suivants du Code Pénal,

COUPS et BLESSURES VOLONTAIRES,
art.309 et suivants du Code Pénal et ordonnance du 28 aout 1944;

Vu les requisitions de M. le Commissaire du Gouvernement près
le Tribunal Militaire, tendant à non-lieu;

Attendu que l'inculpée était arrêtée à Lwow (Pologne) le 24 Août 1942 par la Gestapo pour activités dans l'armée secrète polonaise, ; qu'elle devait rester en prison à Lwow jusqu'en Février 1943, date à laquelle elle était envoyée au camp de déportation de MAJDANEK et qu'elle y demeurait jusqu'en avril 1944; qu'à cette date le camp était transféré sur RAVENSBROCK où elle demeurait jusqu'au 8 juin 1944, date à laquelle on l'envoyait avec huit cent femmes au Kommando de LEIPZIG dépendant du camp de DOCHENHALD; qu'elle devait être libérée par les Russes le 7 mai 1945;

Attendu qu'en avril 1943, au camp de MAJDANEK, elle était désignée par la doyenne du camp pour lui être adjointe comme responsable vis à vis d'elle de la propreté et de l'ordre à l'intérieur du camp;

Attendu qu'en juin 1944, se trouvant au commando de LEIPZIG, le Commandant allemand lui donna l'ordre formel de prendre les fonctions de "Lageraltester" étant donné ses fonctions antérieures et ce malgré son désir express de rester à l'abri;

Attendu qu'elle était à ce titre responsable de l'ordre et de la discipline à l'intérieur du camp vis à vis des autorités allemandes;

Attendu que quelques temps après, lors de l'arrivée de femmes juives au Kommando, prévoyant des difficultés avec ces dernières, elle demandait à être relevée de ses fonctions mais en était empêchée par ses camarades qui estimaient qu'elle remplissait ses fonctions à la satisfaction de toutes les déportées;

Attendu que les nommées WISZMAN Anna, LUBLINER Ada et WEISFELD Mar toutes juives et d'origine polonaise, accusent l'inculpée d'avoir exercé

100%

100%

Exhibit C

...clarons qu'il n'y a pas lieu de suivre contre la susnommée
...t...s d'inculpation retenus à son encontre;

Ordonnons le dépôt au Greffe du Tribunal Militaire des pièces
de la procédure.

Fait en notre Cabinet, à Paris, le 3 Novembre 1945

Signé : GARAT

Aviz de la présente
ordonnance a été donné au
défenseur.

Le Greffier.

(-) A. Bousile

Copy Certified Conforme
Le Greffier

Cachet du Tribunal Militaire
Permanent de Paris
Juge d'Instruction

BEST AVAILABLE COPY

sur leur personne, soit à MAJDANEK, soit à LEIPZIG, divers services ou rels notamment des coups de bâton;

Attendu que l'inculpée nie formellement la matérialité des faits mais reconnaît cependant avoir bousculé ou giflé quelques détenues, mais sans aucune malveillance, et n'avoir occasionné de ce fait aucun préjudice sérieux;

Attendu qu'il résulte de l'information et en particulier de nos témoignages concordants que les fonctions qui lui ont été assignées à camp de MAJDANEK l'ont été par le régime du camp, une polonoise, et par l'autorité allemande; qu'au Commando de Leipzig elle n'a pu se soumettre à l'ordre express du commandement allemand d'avoir à occuper les fonctions de "Lageraltester" étant donné les fonctions antérieures qu'elle avait occupé à MAJDANEK;

Attendu par ailleurs, qu'il est formellement établi que c'est la quasi totalité des détenues de LEIPZIG qui l'ont empêché de se démettre de ses fonctions à l'arrivée des juives;

Attendu dans ces conditions, qu'en supposant les charges retenues à son égard établies matériellement, il ne peut y avoir qualification d'intelligence avec l'ennemi aux termes des articles 75 par.5 et 77 du Code Pénal dont l'élément constitutif essentiel est une manifestation de volonté sans contrainte de se mettre au service de l'ennemi, ce qui ne saurait être le cas à MAJDANEK où elle a été désignée par une de ses compagnes polonoises, ni à LEIPZIG où il est établi qu'elle ne pouvait se soustraire à cet ordre formel sans encourir les plus graves sanctions.

Attendu, en ce qui concerne les coups et blessures volontaires aux termes de l'ordonnance du 28 aout 1944, qu'il résulte de l'article de l'ordonnance sus-visée que ne pourront être poursuivis comme crime de guerre que les agents non français au service de l'administration ou intelligents ennemis, qualification qui suppose une mise au service de l'ennemi volontaire et sans contrainte pour servir les intérêts ennemis.

Attendu qu'il résulte des faits exposés ci-dessus que l'inculpée a occupé les fonctions sus-indiquées soit désignée par ses camarades, sous la contrainte de l'ennemi et que dans ce dernier cas elle les aurait résiliées au plus tôt si ce n'avait été la pression de ses camarades;

Attendu que dans les deux cas il n'est nullement établi qu'elle a été au service des intérêts ennemis, bien au contraire de multiples témoignages affirment le contraire;

Attendu, par ailleurs, qu'il existe au dossier plusieurs pièces qui indiquent que l'inculpée faisait partie de l'armée secrète polonoise et qu'elle était déportée politique;

Attendu qu'elle a déjà fait l'objet d'une enquête administrative au camp américain de DACHAU relativement aux mêmes faits qui sont retenus à son écontre aujourd'hui et qu'elle a bénéficié d'un "ordre d'élargissement";

Attendu qu'elle ne figure pas au fichier des criminels de guerre de la Cour d'Appel de LUBLIN;

Vu l'article 66 du Code de Justice Militaire
Déclarons

.....

INSTITUT HISTORIQUE DU POLONIAIS.

COPIE CERTIFIÉE.

L'Institut Historique Juif près du Comité Central Juif à Varsovie. Texte hébreu.

JEWS HISTORICAL INSTITUTE at the CENTR. COM. of JEWS in
VARSOVIE.

Luz. Varsovie le 10 Mars 1949. Tlumackie 5 tel. 8.69.59.

L'Institut Historique juif à Varsovie atteste que Szuman Joanna / Majdanek / ne figure pas dans notre casier des criminels de guerre et des collaborateurs.

La présente attestation a été délivrée à la demande de l'avocat Incenty Hein de Cracovie.

L.I.J. L'Institut Historique juif auprès du Comité Central Juif en Pologne - Varsovie. Signature illisible m.p.

Numéro du registre 482/49.

Je certifie la conformité littérale de la présente copie avec l'original qui m'a été présenté.

Recu comme taxe fiscale selon la liste des taxes fiscales position 2. article 6. la somme de 10 zloty qui a été enregistrée sous position 7/49 du registre des impôts et taxes fiscales, selon § 21 du tarif pour notaires la somme de 110 zloty. à Cracovie le premier avril de l'an mil neuf cent quarante neuf / I/IV 1949.

(Dr.) Franciszek Szymaniwicz, / signature autographe/ notaire.

Scellé rond : Dr Franciszek Szymanowicz, notaire à Cracovie.

Ref. Nr 43/49.

Je certifie par la présente en qualité d'interprète assermenté de la langue française cette traduction littérale conforme avec le texte du document original polonais qui m'a été présenté.

Cracovie, le 4 avril 1949.

(Dr) Jan M. Jaworski.

Interprète assermenté de la langue
française, anglaise et allemande.

Légalisation

Exhibit D

RE COPY

ENGL

137561

RI COPY
EXHIBIT E
COPY

LE DOCUMENT EST TITRÉ DU TITRE

CORRECTION

QUESTION principale des investigations des crimes allemands
polonais.

No. 510/49. Affaire : Szumanska Joanna, _____
Cracovie, le 3 Février 1949. Al. Jerezolimskie 7 n. 9. int. 100.

Réponse à l'écrit du 31/1.1949. Nr /4

au citoyen avocat Wincenty Hein - Cracovie, Karmelicka 45. Code postal Nr. 352.

J'ai l'honneur de vous informer que dans les registres de notre casier des criminels de guerre ne figure pas jusqu'au jour du 7 février 1949 "Joanna Szumanska, ancienne Lagerälteste des deux groupes de Majdanek et Hasag". Le directeur Guirkowski n°.

N.B. H. Signature illisible n.P.

N° de registre 482/49. _____
Je certifie la conformité littérale de la présente copie avec
l'original qui m'a été présenté.

Agé, comme taxe fiscale selon la liste des taxes fiscales portant l'article c/ la somme de 10 zloty qui a été enregistrée sous position 7/49. du registre des impôts et taxes fiscales reçu le 21 et 26 du tarif pour notaires la somme de 110 zloty.

à Cracovie, le premier avril de l'an mil neuf cent quarante neuf
/1IV.1949/.

Mr. Franciszek Szymanowicz, /signature autographe/ notaire

Seau rond : Dr Franciszek Szymanowicz, notaire à Cracovie.

Ag. Nr. 4/49.

Je certifie par la présente en qualité d'interprète assurément de la langue française cette traduction littérale conforme avec le texte du document original polonais qui m'a été présenté.
Cracovie, le 4 Avril 1949.

Dr. Jan Salary Jaworski
Interprète assurément de la langue
française, anglaise et allemande.

RI COPY

Exhibit E

ENCL.

DEJ AVAILABLE COPY

Urząd Prawny
w Lublinie

11 września 1949 r.

LP. 30 S. 213/49

Zaświadczenie

Prokuratura Sądu Okręgowego w Lublinie stwierdza, że ob. Józef (John) Schumanski nie figuruje w skorowidzach Prokuratury Sądu Okręgowego w Lublinie za czas od 1944 do 1949 r.

Niniejsze zaświadczenie wydaje się adwokatowi Wincentemu Hejnowi w skutek podania z dnia 11 września 1949 r.

Opłatę kancelaryjną w kwocie 20 złotych (znaciski sądowe) pobraną i skusowano na podaniu.

(Pieczęć okrągła:
Prokurator Sądu
Okręgowego w Lublinie) -- Prokurator
(-) Skorupski
(C. Skorupski)

REPERTORIUM Nr

Dnia trzynastego (13) siedem tysiąc dziewięćset czterdziestego dziewiątego (1949) roku, ja, Antoni Sajmański, Zastępca Kierownika Kancelarii Notarkusza w Warszawie, mającego kancelarię w Warszawie przy ulicy Łazienkowskiej pod Nr 6, w gmachu Hipoteki, poświadczam niniejszym zgodność tego odpisu z oryginałem, okazanym mi przez Bronisławę Szczurową, zamieszkałą w Warszawie przy ulicy Nowogrodzkiej pod Nr 25.-

RT COPY

Exhibit 7

ENCL